



OIC/9-MCFSAD/2023/REP-SOM-FINAL

**RAPPORT
DE LA REUNION DES HAUTS FONCTIONNAIRES
PREPARATOIRE
A LA 9^{ème} CONFERENCE MINISTERIELLE DE L'OCI
SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE
ET LE DEVELOPPEMENT AGRICOLE**

Sur le thème :

**« Vers la réalisation des Objectifs de Développement Durable à l'horizon 2030 dans les
Etats membres de l'OCI »**

**DOHA, ETAT DU QATAR
1^{er} Octobre 2023**

Rapport
de la réunion des hauts fonctionnaires préparatoire à la 9^{ème} conférence ministérielle de l’OCI sur
la sécurité alimentaire et le développement agricole,
Sur le thème :
« Vers la réalisation des Objectifs de Développement Durable à l’horizon 2030 dans les Etats
membres de l’OCI »
Doha, Etat Du Qatar
1^{er} Octobre 2023

1. La réunion des Hauts fonctionnaires préparatoire à la 9^{ème} Conférence ministérielle de l’OCI sur la Sécurité alimentaire et le Développement agricole, sur le thème : « Vers la réalisation des Objectifs de Développement Durable à l’horizon 2030 dans les Etats membres de l’OCI », s’est tenue, à Doha, Etat du Qatar, le 1^{er} octobre 2023.
2. Ont assisté à la Réunion des délégués de 41 États membres de l’OCI, ainsi que les représentants d’institutions compétentes de l’Organisation, telles que le Bureau de Coordination du COMCEC, le Centre de Recherches Statistiques, Économiques et Sociales, et de Formation pour les Pays Islamiques (SESRIC), le Centre Islamique pour le Développement du Commerce (CIDC), le Groupe de la Banque Islamique de Développement (BID), l’Organisation Islamique pour la Sécurité Alimentaire (IOFS), la Chambre islamique de Commerce, d’Industrie et d’Agriculture (CICIA) et l’Institut de Normalisation et de Métrologie pour les Pays Islamiques (INMPI). Des organisations régionales et internationales, à l’instar du Centre arabe pour l’étude des zones arides et des terres sèches (ACSAD) et de l’Organisation des Nations unies pour l’Alimentation et l’Agriculture (FAO) ont également pris part à la réunion.

Cérémonie d’ouverture :

3. Après une récitation de versets du Saint Coran, M. Fuat Kasimcan, Directeur Général de la Direction générale pour l’Union européenne et les Relations extérieures du Ministère de l’Agriculture et des Forêts de la République de Türkiye, en sa qualité de Représentant du Président de la 8^{ème} Conférence ministérielle de l’OCI sur la Sécurité alimentaire et le Développement agricole, a prononcé une allocution d’ouverture, dans laquelle il a fait référence à la mise en œuvre réussie des résolutions issues de la huitième conférence ministérielle de l’OCI et souligné l’impératif de renforcer l’unité de l’Organisation en prenant des décisions significatives et en promouvant les transformations structurelles à l’effet d’atteindre la sécurité alimentaire.

Désignation du Bureau :

4. La Réunion a approuvé les membres du Bureau de la Conférence comme suit :

Etat du Qatar	–	Président ;
Etat de Palestine	–	Vice-Président ;
République du Sénégal	–	Vice-Président ;
République islamique d’Iran	–	Vice-Président ;
République de Türkiye	–	Rapporteur.

5. Par la suite, Dr. Masoud Al-Marri, Directeur du Département de la Sécurité alimentaire au Ministère de la municipalité de l'Etat du Qatar, a assumé la présidence de la Réunion des Hauts fonctionnaires, avant de souhaiter la bienvenue à tous les délégués présents à la réunion. Dans son discours, il a exprimé son appréciation pour avoir offert à l'Etat du Qatar l'opportunité d'accueillir la 9^{ème} Session ministérielle. Il a souligné que les Etats membres de l'OCI disposent de suffisamment de potentialités pour une meilleure collaboration plus étroite, basée sur nos valeurs d'unité et de solidarité, permettant de poursuivre une action commune pour relever les défis inhérents à la sécurité alimentaire et à l'agriculture. Il a également relevé qu'en créant de nouveaux mécanismes et en nouant de nouvelles alliances, les États membres de l'OCI pourraient œuvrer de concert sur des pratiques durables innovantes, des systèmes de distribution alimentaire adéquats et l'amélioration de l'abondance et des rendements des cultures afin d'assurer une faim zéro. Les avantages de telles alliances ne profiteront pas seulement aux États membres, mais s'étendront également à d'autres pays. Il a, enfin, appelé à une action collective pour atteindre les Objectifs de Développement Durable à l'horizon 2030 dans les États membres de l'OCI et, partant, atténuer l'insécurité alimentaire, améliorer les pratiques agricoles et créer un impact significatif sur nos populations.
6. De son côté, S.E. Dr. Ahmad Kawesa Sengendo, Secrétaire général adjoint de l'OCI aux Affaires économiques, s'est également adressé à la réunion. Tout en mettant l'accent sur les activités menées par le Secrétariat général de l'OCI et ses institutions compétentes, Dr. Sengendo a fait remarquer qu'actuellement 23 Etats membres de l'OCI continuent de figurer parmi les 44 pays à faible revenu et à déficit alimentaire, qui nécessitent une assistance en matière d'approvisionnement alimentaire. Il a également noté que la faible productivité de la main d'œuvre et de la terre, associée à de faibles investissements publics et privés ainsi qu'à des technologies rudimentaires figuraient parmi les principales causes du sous-développement du secteur agricole dans de nombreuses économies de l'OCI fondées sur l'agriculture. Il a souligné l'impératif d'entreprendre la mise en œuvre pratique des stratégies, plans et résolutions déjà adoptés afin de s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité alimentaire. Il a, en outre, insisté sur la nécessité d'encourager les partenariats et d'accroître les synergies entre les Etats membres de l'OCI disposant de terres arables et de dotations agricoles naturelles et ceux dotés de fonds et de technologies, à seules fins de promouvoir l'investissement dans l'agriculture et la sécurité alimentaire et de renforcer les capacités et les compétences nationales. Il est à espérer que les résultats des délibérations des réunions conduiront à des actions spécifiques de l'OCI pour remédier au problème de la sécurité alimentaire.

Adoption de l'Ordre du jour :

7. La Réunion a, ensuite, adopté son Ordre du jour.

Examen de la mise en œuvre des Résolutions des précédentes conférences :

8. Un représentant du Secrétariat général a présenté un résumé du Rapport d'étape du Secrétaire général de l'OCI sur la mise en œuvre des Résolutions adoptées par les sessions

précédentes de la Conférence ministérielle de l'OCI sur la Sécurité alimentaire et le Développement agricole, en particulier celle issue de la 8^{ème} Session, tenue à Istanbul, République de Türkiye, du 25 au 27 octobre 2021. Ledit rapport décrit, tout particulièrement, les efforts déployés par certains Etats membres de l'OCI en faveur de la mise en œuvre des résolutions pertinentes de l'OCI. Il met également en exergue les activités menées par les institutions compétentes de l'OCI en ce qui concerne : le financement de l'agriculture et du secteur alimentaire dans les États membres de l'OCI ; le développement de produits agricoles stratégiques (riz, blé et manioc) ; la formation et le renforcement des capacités des différentes parties prenantes et la création du système de réserves de sécurité alimentaire de l'OCI, entre autres. Le rapport donne également un aperçu de l'ensemble des recommandations présentées aux États membres de l'OCI pour examen.

Rapport sur la situation actuelle de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire dans les Etats membres :

9. Un représentant du SESRIC a présenté l'édition 2023 de son Rapport sur « *L'Agriculture et la Sécurité alimentaire dans les Etats membres de l'OCI en 2023* ». Le rapport met en relief les défis auxquels font face les Etats membres de l'OCI pour parvenir à un développement agricole durable et assurer la sécurité alimentaire de leurs populations. Il donne, d'autre part, un aperçu détaillé de la situation actuelle de l'agriculture, identifie les principaux moteurs des tendances de la sécurité alimentaire et offre des recommandations politiques précieuses pour renforcer la résilience du secteur agricole et des systèmes alimentaires.

Le rapport fait ressortir que 203 millions de personnes dans les États membres de l'OCI, soit 11,2% de leur population, étaient sous-alimentées en 2020. Au cours de la dernière décennie, la production agricole a augmenté de 27% dans les États membres de l'OCI, ce qui est supérieur à la moyenne mondiale qui est de 19%. Le commerce agricole intra-OCI est passé de 18% (2011) à 25% en 2021.

Les recommandations politiques comprennent la focalisation sur les agriculteurs vulnérables et les petits exploitants ; le développement de nouveaux modèles commerciaux, tels que l'agriculture contractuelle, la mise en œuvre de politiques commerciales et de prix efficaces, l'amélioration de l'accès au marché et au financement, le soutien à l'adoption de technologies et de pratiques modernes, y compris la numérisation, la concrétisation de pratiques agricoles intelligentes face au climat et le renforcement des partenariats public-privé pour le développement de l'infrastructure rurale.

10. Un représentant du SESRIC a aussi présenté un rapport conjoint sur « *La production agricole et les complémentarités commerciales entre les Etats membres de l'OCI* », qui a été élaboré par le SESRIC et l'IOFS en application de la Résolution pertinente de la 8^{ème} Conférence ministérielle sur la Sécurité alimentaire et le Développement agricole. Le rapport analyse la complémentarité de la production agricole et du commerce entre les États membres de l'OCI et identifie les domaines possibles pour une collaboration plus étroite afin de promouvoir une croissance plus durable et inclusive. Le rapport examine également

la possibilité d'améliorer la sécurité alimentaire et de réduire la dépendance aux importations par l'optimisation de l'utilisation des ressources agricoles disponibles, l'accroissement de la production alimentaire et le renforcement des industries agro-alimentaires. De plus, le rapport étudie le potentiel du commerce intra-OCI des produits agro-alimentaires en vue de booster la croissance économique et le développement.

11. Les participants ont également attiré l'attention sur l'importance de l'investissement en capital humain dans l'agriculture, dès lors qu'elle joue un rôle crucial dans la promotion de l'innovation et l'autonomisation des petits exploitants agricoles. Ils ont aussi évoqué la nécessité de développer les outils de gestion des risques pour les familles de petits exploitants, qui constituent la population la plus vulnérable et la plus exposée à la régression de la production agricole, aux baisses des prix importantes et à la flambée des coûts.

Financement de projets dans les domaines de l'agriculture et de la sécurité alimentaire au sein des Etats membre de l'OCI :

12. Un représentant du Groupe de la Banque de développement islamique a fait un exposé sur le lancement récent d'un Programme de réponse à la sécurité alimentaire du Groupe de la BID, d'un montant de 10,54 milliards de dollars américains, visant à répondre à l'insécurité alimentaire dans les États membres de l'OCI et à renforcer leur résilience face aux chocs futurs. A ce jour, 2,90 milliards de dollars américains ont été distribués dans le cadre de ce programme. Il a également fait une présentation sur les priorités stratégiques et les domaines d'intervention du Groupe de la BID dans le secteur de l'agriculture, qui ne manqueront d'aider à remédier aux questions émergentes dans ce domaine crucial, et à tirer le meilleur avantage des opportunités disponibles.
13. Dans sa présentation, le représentant du Bureau de coordination du COMCEC a évoqué les activités du COMCEC dans les secteurs de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, y compris les principaux programmes du Groupe de travail du COMCEC sur l'agriculture. Il a également souligné le rôle des réunions dudit groupe dans la formulation des recommandations politiques à adopter par les sessions ministérielles du COMCEC ainsi que le mécanisme de financement des projets du COMCEC dans la mise en œuvre de ces recommandations dans les Etats membres de l'OCI. Un large éventail d'activités comprenant des visites de terrain, des études pour 31 Etats membres, des enquêtes, des interviews et des études de feuille de route ont été entreprises dans le cadre des activités du groupe de travail. La présentation a inclus un briefing sur le mécanisme de financement de projet du COMCEC qui a soutenu 27 programmes dans le domaine de l'agriculture et de la sécurité alimentaire dans les Etats membres de l'OCI. Il a été, en outre, souligné que le 11^{ème} appel à propositions de projets était ouvert à la soumission de propositions de projets de la part des Etats membres.

Activités de l'Organisation islamique pour la sécurité alimentaire et des autres institutions de l'OCI actives dans le domaine de l'agriculture, du développement rural et de la sécurité alimentaire :

14. Dans sa présentation, le représentant de l'IOFS a donné un aperçu des programmes et projets de l'IOFS mis en place à l'effet d'appuyer les efforts des Etats membres de l'OCI dans la lutte contre l'insécurité alimentaire. Parmi ces programmes figurent notamment l'évaluation de l'impact de la pandémie de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire, le développement des produits stratégiques (blé, riz et manioc), la création du système de réserve de sécurité de l'OCI et le programme de sécurité alimentaire pour l'Afghanistan. Il a également informé les participants des plans futurs de l'Organisation.
15. Le SESRIC a informé la réunion de ses programmes de formation et de renforcement des capacités ainsi que de ses travaux de recherche et de ses publications dans les domaines de l'agriculture, du développement rural et de la sécurité alimentaire, de la gestion des ressources en eau et de l'environnement. Le SESRIC a également indiqué qu'il maintient un système solide de gestion des données, des bases de données statistiques et des indicateurs pour les Etats membres de l'OCI dans ces domaines. Le SESRIC a aussi confirmé qu'il était disposé à élargir la coopération avec les Etats membres et les institutions compétentes de l'OCI pour répondre à leurs besoins.
16. Le CIDC a briefé la réunion sur le rôle des foires commerciales, y compris les Expositions annuelles Halal et les salons spécialisés d'agriculture dans l'encouragement et l'intensification des échanges commerciaux réguliers des produits agricoles et la promotion de l'investissement intra-OCI dans ce sens. Le représentant a fait remarquer que pour ce qui est des produits essentiels à la sécurité alimentaire, la région de l'OCI dispose encore d'un potentiel inexploité estimé à 48 milliards de dollars américains, y compris de la part des fournisseurs dans les États membres. L'accès au marché reste difficile en dépit de la dépendance de l'OCI aux importations. Les tarifs, y compris pour les produits essentiels, demeurent élevés et les mesures non tarifaires dans les secteurs alimentaires sont perçues comme lourdes.
17. La CICIA a, quant à elle, fait une présentation sur ses initiatives phares, à savoir l'initiative « Green Waqf », les Services Halal de la Chambre islamique et la mise en place d'institutions de microfinance islamiques dans les pays du G5 Sahel. Autant de projets qui visent à améliorer les pratiques durables en termes d'accès au financement et à accroître la part des entreprises de l'OCI dans les chaînes de valeur halal mondiales. Le représentant de la CICIA a également annoncé qu'un méga forum sur l'agriculture durable sera organisé à Bakou, en Azerbaïdjan, en juin 2024.
18. Suite à aux présentations susmentionnées, les diverses interventions des Etats membres de l'OCI ont mis l'accent sur la nécessité d'accroître l'investissement agricole, le commerce, la recherche et le développement agricoles, de nouer des alliances et des partenariats mutuellement bénéfiques en vue d'améliorer la qualité et la disponibilité des aliments, de mobiliser les ressources nationales et de parvenir à l'autosuffisance en matière de produits de base. Ils ont, en outre, souligné l'impératif pour l'OCI de consolider sa contribution

précieuse par l'entremise de ses institutions, notamment sous forme de mobilisation de ressources financières et d'investissements dans l'agriculture, les chaînes de valeur, l'amélioration de la productivité, les installations de stockage des aliments et autres domaines connexes, afin d'assurer la sécurité alimentaire et un accès adéquat à l'alimentation dans les États membres. A cette fin, il a été souligné que les États membres de l'OCI disposaient de ressources suffisantes sous forme de terres, de ressources humaines et de technologies agricoles et qu'il est nécessaire d'assurer une coordination efficace, de rationaliser et d'harmoniser les politiques commerciales et douanières ainsi que les tarifs, et de partager les meilleures pratiques entre les États membres. Les difficultés d'accès aux engrais, l'accent mis de plus en plus sur les jeunes et les femmes dans les zones rurales, la priorité accordée aux projets à valeur ajoutée, l'augmentation de la productivité et de la résilience du secteur, l'introduction et le maintien de réserves alimentaires nationales figurent parmi les points saillants des contributions des États membres. La réunion a d'autre part insisté sur la nécessité pour les institutions de l'OCI de partager avec les États membres des informations détaillées sur leurs programmes et projets.

19. S'agissant de la création d'une réserve de sécurité alimentaire de l'OCI, les délégués ont relevé le besoin d'accélérer la réalisation d'une étude de faisabilité détaillée sur cette question et la création d'un fonds spécial à cet effet. En ce qui concerne la mise en œuvre des programmes d'action de l'OCI sur les produits agricoles stratégiques, il a été souligné qu'il serait nécessaire de partager les expériences nationales à court terme, d'améliorer la qualité des produits à moyen terme et de simplifier les mesures commerciales à long terme.
20. La nécessité de disposer d'un mécanisme d'assistance aux États membres qui se trouvent dans une situation de besoin urgent de nourriture en raison de l'afflux de réfugiés, de catastrophes, telles que les tremblements de terre et les inondations, les sécheresses et d'autres catastrophes, a été soulignée au cours de la réunion.

Plan stratégique pour assurer la sécurité alimentaire dans les États membres de l'OCI :

21. Un représentant de l'IOFS a briefé la réunion sur le travail entrepris par le groupe de travail comprenant les représentants de l'IOFS, du Groupe de la BID et du SESRIC, en vue d'élaborer un plan stratégique destiné à assurer la sécurité alimentaire dans les États membres de l'OCI, en application de la Résolution pertinente de la 49^{ème} session du Conseil des Ministres des Affaires étrangères de l'OCI, qui s'est tenue à Nouakchott, République islamique de Mauritanie, les 16 et 17 mars 2023. L'écosystème de l'OCI produira des résultats tangibles en relevant les défis inhérents à la sécurité alimentaire dans les États membres. La stratégie couvre les développements industriels, les centres d'appui modèles, l'intra-commerce, le renforcement des capacités et la mobilisation des ressources. La réduction de la dépendance à l'égard des importations de 15 à 25 %, la réduction des déchets alimentaires de 15 à 20 %, la garantie de la stabilité des prix des produits agricoles et la création de plus de 3 millions d'emplois figurent parmi les objectifs du plan stratégique.
22. Suite à la présentation, de nombreux délégués ont souligné l'impératif d'identifier des moyens pragmatiques pour mettre en œuvre les recommandations du programme afin

d'atteindre ses objectifs. Les Etats membres ont suggéré l'organisation de réunions régionales de groupes d'experts par l'IOFS, avec le concours du SESRIC et du Groupe de la BID, au sein des trois groupes de l'OCI, pour discuter de la stratégie de manière détaillée et soumettre le projet de stratégie à la prochaine session de la Conférence ministérielle de l'OCI sur la sécurité alimentaire et le développement agricole. Ils ont également insisté sur la nécessité d'aligner la stratégie proposée avec les stratégies nationales et les cadres similaires des organisations internationales pour assurer l'intégration des politiques et éviter les doubles emplois et le chevauchement.

Relever les défis du changement climatique, rationaliser la consommation des ressources hydriques, appuyer la mise en œuvre des programmes nationaux, utiliser les systèmes d'irrigation, soutenir les initiatives agro-industrielles, intensifier les investissements du secteur privé, élaborer des programmes répondant aux besoins des petits agriculteurs, développer des solutions innovantes destinées à réduire les déchets et les pertes post-récolte, concevoir des systèmes d'alerte précoce, harmoniser les législations régissant la circulation des marchandises, user de la numérisation et promouvoir les infrastructures dans les zones rurales, arrêter des programmes ciblant les personnes vulnérables, lutter contre la malnutrition infantile et assurer la valeur ajoutée, sont autant de questions soulevées par les États membres qui nécessitent une attention particulière lors de l'élaboration de la stratégie.

Lieu et date de la dixième Conférence ministérielle :

23. La réunion s'est félicitée de l'offre de la République du Tchad d'accueillir la dixième Conférence ministérielle de l'OCI sur la Sécurité alimentaire et le Développement agricole, en 2025, à N'Djamena.

Examen du projet de résolution et du projet de déclaration de Doha de la session ministérielle :

24. Sur la base des principaux points de discussion et des conclusions tirées au cours de ses travaux, la réunion a formulé et convenu de présenter les projets de résolution et de déclaration de Doha ci-joints pour examen par la session ministérielle (*Annexes 2 et 3*).

Examen de l'ordre du jour et du programme de travail de la session ministérielle :

25. La réunion a également examiné et convenu de présenter les projets d'ordre du jour et de programme de travail ci-joints pour examen lors de la session ministérielle (*Annexes 4 et 5*).

Motion de remerciements :

26. La réunion a exprimé sa gratitude au Gouvernement et au peuple de l'Etat du Qatar pour la généreuse hospitalité et les excellentes dispositions prises pour assurer le succès de la réunion des hauts fonctionnaires. La réunion a également félicité le Président de la réunion pour la sagesse et la clairvoyance avec lesquelles il a conduit les travaux de la réunion des hauts fonctionnaires.

27. La réunion a, en conclusion, exprimé son appréciation au Secrétariat Général de l'OCI, au Bureau de Coordination du COMCEC, au SESRIC, au CIDC, au Groupe de la BID, à l'IOFS et à l'INMPI, pour leurs apports significatifs à la réunion.

**Publié à Doha,
1^{er} octobre 2023**

TEY – 02102023